



Justice Center for the Protection of People with Special Needs

A Quoi Vous Attendre Si Vous Etes Impliqué Dans Une Enquête Du Centre De Justice ? Conseils pour le personnel et les bénévoles

Août 2018

VISION

Les personnes ayant des besoins spéciaux doivent être protégées contre les abus, la négligence et les mauvais traitements. Cet objectif sera atteint en veillant à ce que l'État maintienne les normes les plus élevées du pays en matière de santé, de sécurité et de dignité, et en soutenant les hommes et les femmes dévoués qui fournissent des services.

MISSION

Le Justice Center s'engage à soutenir et à protéger la santé, la sécurité et la dignité de toutes les personnes ayant des besoins spéciaux et des handicaps en défendant leurs droits civils, en prévenant les mauvais traitements et en enquêtant sur toutes les allégations d'abus et de négligence afin que des mesures appropriées soient prises.

VALEURS ET PRINCIPES D'ORIENTATION

Intégrité: Le centre de Justice estime que toutes les personnes ayant des besoins spéciaux méritent d'être traitées avec respect et que les droits des personnes doivent être protégés.

Qualité: Le centre de Justice s'engage à fournir des services de qualité supérieure et à s'assurer que les personnes ayant des besoins spéciaux reçoivent des soins de qualité.

Responsabilité: Le Centre de Justice comprend que la responsabilité envers les personnes que nous servons et le public est primordiale.

Éducation: Le Centre de justice croit que la sensibilisation, la formation et la promotion des meilleures pratiques sont essentielles pour changer les systèmes.

Collaboration: La protection des personnes ayant des besoins spéciaux est une responsabilité partagée, et Le centre de Justice réussit parce qu'il travaille avec les agences, les fournisseurs, les personnes qui fournissent des services directs et les personnes ayant des besoins spéciaux pour prévenir les abus et la négligence.

JURIDICTION

Le Centre de Justice supervise les installations et les programmes au sein des systèmes de six agences de surveillance de l'État. (SOAs):

Bureau pour les personnes souffrant de déficiences intellectuelles (OPWDD)

- Etablissements et programmes gérés, certifiés ou autorisés par l'OPWDD.

Offi Bureau de la santé mentale (OMH)

Etablissements et programmes gérés, certifiés ou autorisés par l'OMH

Bureau des services de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies (OASAS)

- Etablissements et programmes gérés, certifiés ou autorisés par OASAS

Bureau des services de l'enfance et de la famille (OCFS)

- Installations et programmes gérés par l'OCFS pour les jeunes placés sous la garde du commissaire de l'OCFS.
- Etablissements résidentiels agréés ou certifiés par l'OCFS qui s'occupent d'enfants abandonnés, maltraités, négligés ou dépendants, de personnes nécessitant une surveillance ou de jeunes délinquants.
- Foyers familiaux pour adultes
- Programmes pour jeunes fugueurs et sans-abri certifiés par l'OCFS
- Centres de détention pour jeunes certifiés par l'OCFS

Département de la santé (DOH)

- Les établissements de soins pour adultes agréés par le DOH qui comptent plus de 80 lits, dont au moins 25 % des résidents sont des personnes atteintes de maladies mentales graves et dont moins de 55 % des lits sont désignés comme des lits de programme d'aide à la vie quotidienne.
- Camps de nuit, camps de jour d'été et camps de jour d'été itinérants pour enfants souffrant de déficiences intellectuelles, sous la juridiction du DOH.

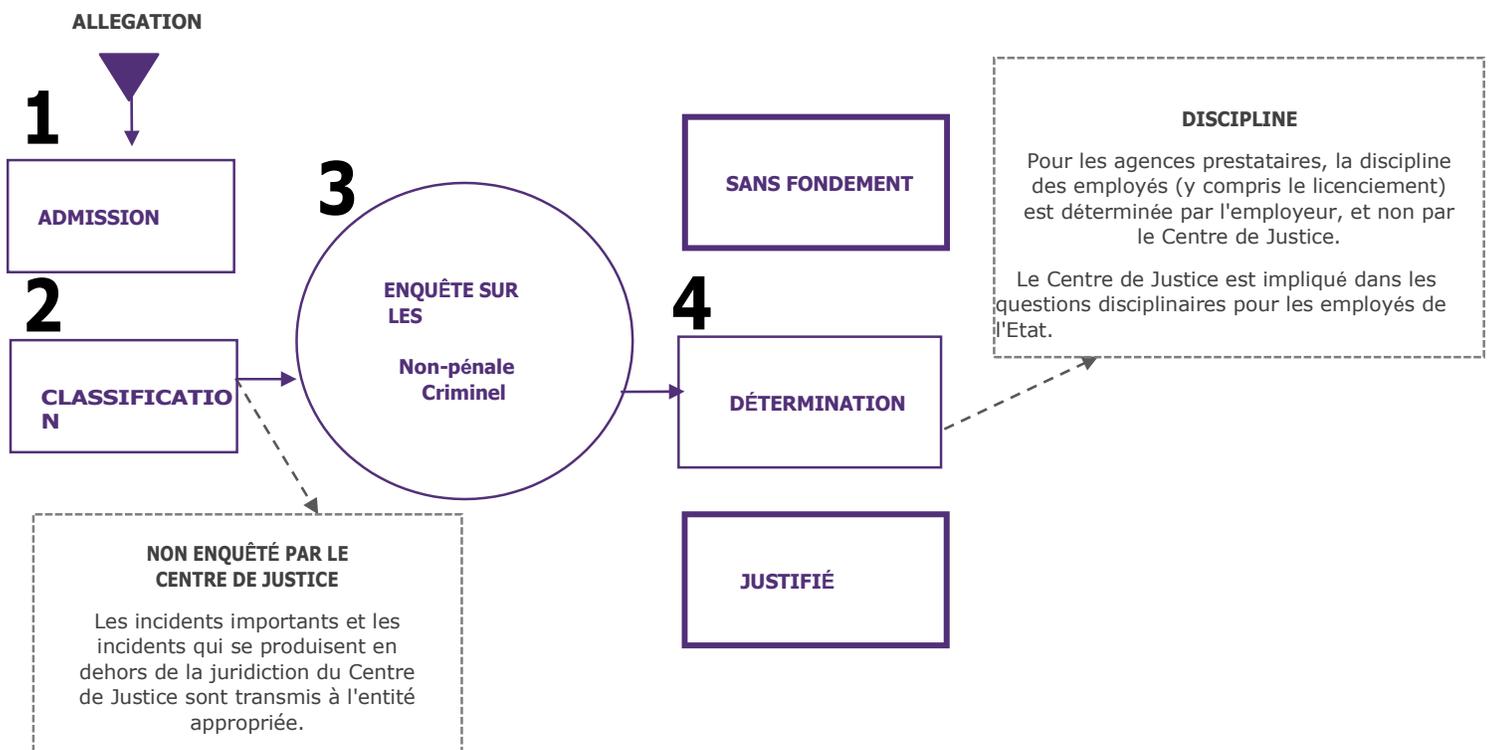
Département de l'éducation de l'État (SED)

- Ecole pour les aveugles de l'État de New York
- Ecole pour les sourds de l'État de New York
- Ecoles financées par l'État (4201) qui ont une composante résidentielle
- Districts scolaires relevant de la loi spéciale
- Ecoles résidentielles privées de l'État approuvées par le SED pour les services ou programmes d'éducation spéciale
- Les pensionnats ou établissements situés en dehors de l'État de New York qui accueillent des résidents de l'État de New York.

A quoi vous attendiez si vous êtes impliqué dans une enquête du centre de justice | 4

L'objectif du Centre de Justice est de prévenir les mauvais traitements à l'égard des personnes ayant des besoins particuliers et de veiller à ce que toutes les allégations d'abus ou de négligence fassent l'objet d'une enquête approfondie. Le Centre de Justice enquête, examine et rend des conclusions sur les allégations de mauvais traitements et de négligence de la part du personnel - y compris les employés, les bénévoles, les stagiaires, les consultants ou les entrepreneurs - à l'encontre des personnes qui reçoivent des services. Le centre de justice n'interroge pas, n'arrête pas et ne poursuit pas les personnes qui reçoivent des services. Le Centre de Justice n'enquête pas non plus sur les allégations d'incidents importants. Les incidents significatifs sont délégués à l'agence de surveillance de l'État appropriée pour examen. Si vous êtes impliqué dans une enquête du Centre de Justice, soit en tant que sujet, soit en tant que témoin, les informations suivantes expliquent la procédure de signalement et d'enquête, la procédure d'appel et la manière d'obtenir des informations supplémentaires.

Processus d'une enquête au Centre de Justice



RÉDIGER UN RAPPORT

Qui peut signaler une allégation de mauvais traitements ou de négligence?

N'importe qui peut faire un signalement au Registre central des personnes vulnérables (RCVP), une ligne d'assistance gratuite ouverte 24 heures sur 24, au 1-855-373-2122. Toutefois, certaines personnes sont tenues de faire un rapport au RCPV en raison de la nature de leur travail. Ces "rapporteurs mandatés" comprennent les professionnels du soutien direct et des services à la personne. Les incidents à signaler comprennent les allégations d'abus et de négligence et les incidents importants.

Quand les rapporteurs mandatés doivent-ils contacter la VPCR ?

Chaque fois qu'un déclarant mandaté a un motif raisonnable de soupçonner qu'un incident à signaler s'est produit, il est tenu de le signaler immédiatement au VPCR. Le signalement peut être retardé pour assurer la sécurité du personnel et des personnes recevant des services, notamment en appelant le 9-1-1. Cependant, un rapport doit être fait au VPCR dans les 24 heures suivant la découverte par le déclarant mandaté d'un incident à signaler. Pour plus d'informations sur les exigences des rapporteurs mandatés, veuillez consulter le site suivant

www.justicecenter.ny.gov.

Puis-je savoir qui a appelé la ligne d'assistance téléphonique de VPCR ?

Le Centre de Justice ne peut pas divulguer le(s) nom(s) de la(des) personne(s) qui a(ont) fait le rapport à la ligne d'assistance VPCR ou le(s) nom(s) de toute personne qui a coopéré à l'enquête.

Que se passe-t-il après un signalement ?

Un représentant du centre d'appels déterminera d'abord si l'intervention d'un intervenant d'urgence est nécessaire et/ou si la personne qui reçoit les services est en danger ou a besoin d'une aide immédiate. S'il s'agit d'une situation d'urgence, le représentant du centre d'appels demandera à l'appelant de raccrocher et de composer le 9-1-1. Le déclarant devra ensuite rappeler pour compléter le rapport une fois que la situation d'urgence aura été réglée.

ADMISSION

Un représentant du centre d'appels formé recueille les informations du déclarant et un numéro d'incident est attribué. Les lois sur la confidentialité protègent les déclarants.

L'appel est enregistré.

CLASSIFICATION

L'incident est ensuite classé.

A signaler :

- Abus ou négligence
- Incident significatif

Non-déclarable :

- Enquête générale
- Ne relève pas de la compétence du Centre de Justice

AFFECTATION

L'incident est ensuite attribué à l'entité appropriée pour enquête ou révision.

Le centre de justice mène des enquêtes sur les allégations d'abus ou de négligence en fonction de la gravité et/ou du contexte. Les allégations moins graves peuvent être déléguées à l'agence de surveillance de l'État appropriée, qui peut ensuite déléguer à l'agence prestataire.

PENDANT L'ENQUÊTE

L'importance d'être sincère.

Il est important de ne pas fournir de faux documents ou de fausses informations pendant une enquête. Cela s'applique à toutes les personnes qui participent à une enquête, qu'il s'agisse de témoins ou de sujets. Le fait d'entraver la découverte, le signalement ou l'enquête sur les abus ou la négligence, de falsifier des dossiers ou de faire intentionnellement de fausses déclarations constitue une obstruction et peut amener un témoin à devenir un sujet d'enquête.

Qui peut être interrogé au cours d'une enquête ?

Les enquêteurs interrogeront les sujets (par exemple, un employé, un bénévole, un stagiaire, un consultant, un entrepreneur) qui sont présumés avoir commis l'acte de mauvais traitements ou de négligence, ainsi que les personnes qui reçoivent des services et qui peuvent avoir été victimes ou témoins, et d'autres personnes qui ont été témoins d'un incident ou qui peuvent avoir des renseignements à son sujet. Seul le personnel peut être considéré comme un sujet d'enquête, et non les bénéficiaires de services. Tous les entretiens et interrogatoires menés par le Centre de justice sont enregistrés.

Comment saurai-je si je fais l'objet d'une enquête?

Si vous faites l'objet d'une enquête pour mauvais traitements ou négligence menée par le Centre de justice, vous recevrez généralement une notification écrite du Centre de justice vous informant que vous faites l'objet de l'enquête. Cette notification comprendra un numéro d'incident ou un numéro de série de cas provenant du VPCR. Veuillez utiliser ce numéro d'incident ou de dossier lorsque vous cherchez à obtenir des informations sur l'enquête auprès du Centre de Justice. Si vous n'êtes pas sûr de votre statut dans une enquête, vous devez le demander à l'enquêteur lors de l'entretien.

A quoi dois-je m'attendre si je fais l'objet d'une enquête?

Si vous avez été identifié comme faisant l'objet d'une allégation d'abus ou de négligence signalée au Centre de Justice, vous pouvez vous attendre à être interrogé dans le cadre de l'enquête. Les enquêteurs du Centre de justice obtiendront et examineront des documents, interrogeront des témoins et vous donneront l'occasion d'expliquer les allégations formulées à votre rencontre.

A quoi dois-je m'attendre si je suis interrogé en tant que témoin?

Si vous êtes témoin d'un incident de maltraitance ou de négligence ou si vous avez des informations pertinentes à ce sujet, vous pouvez être interrogé par les enquêteurs du Centre de Justice. Le but de l'entretien est d'apprendre ce que vous savez sur l'incident qui a été signalé au Centre de Justice. Dans la plupart des cas, votre employeur vous informera du lieu, de la date et de l'heure de l'entretien.

Je peux être accompagné d'un représentant ou d'un conseiller juridique pendant l'interrogatoire ?

Si vous êtes membre d'un syndicat et que votre convention collective prévoit la présence d'un avocat ou d'un représentant syndical lors d'un interrogatoire dans le cadre d'une enquête non pénale, le Centre de Justice respectera les droits prévus par votre convention collective. Veuillez contacter votre représentant syndical ou votre employeur, si vous avez des questions sur ce qui est autorisé dans votre convention collective ou votre contrat.

Si vous n'êtes pas membre d'un syndicat, vous pouvez vous faire accompagner par un avocat pendant l'interrogatoire. Afin de protéger vos intérêts, le Centre de Justice prendra des mesures pour s'assurer que vous êtes conscient de tout conflit que l'avocat qui vous représente pourrait avoir (par exemple, si l'avocat qui vous représente travaille également pour votre employeur).

Dans toute enquête criminelle, vous avez certains droits constitutionnels, qui peuvent inclure le droit à la présence d'un avocat dans certaines circonstances. Le Centre de Justice respectera ces droits constitutionnels et vous en informera, comme l'exige la loi.

Que se passe-t-il pendant une enquête criminelle?

Les allégations qui atteignent le niveau d'une infraction pénale sont poursuivies par le procureur spécial/inspecteur général du Centre de Justice ou par le District Attorney local. Certaines affaires pénales sont poursuivies conjointement par le Centre de Justice et le mandataire de district local.

APRÈS LA FIN DE L'ENQUÊTE

Qui prend la décision sur les conclusions de l'enquête?

Le Centre de Justice détermine de manière définitive si une allégation de maltraitance ou de négligence est fondée et, si elle est fondée, le niveau de la catégorie. Le Centre de Justice émettra une conclusion fondée ou non fondée pour chaque allégation associée à une personne qui est un sujet.

Quelles sont les déterminations possibles de l'enquête?

Les allégations de mauvais traitements ou de négligence sont déterminées comme étant fondées ou non fondées. Les allégations peuvent être fondées si une enquête sur les mauvais traitements ou la négligence détermine qu'il y a une prépondérance de la preuve à l'appui de l'allégation. La prépondérance de la preuve signifie qu'un examen de la preuve montre que l'allégation de mauvais traitements ou de négligence est plus probable qu'improbable. S'il n'y a pas prépondérance de la preuve, une allégation de mauvais traitements ou de négligence doit être considérée comme non fondée. Les allégations fondées de mauvais traitements ou de négligence sont classées dans l'une des quatre catégories suivantes, selon leur gravité. Les allégations non fondées ne sont pas rendues publiques et ne sont pas accessibles aux futurs employeurs.

Pourquoi une allégation de mauvais traitements ou de négligence serait-elle jugée non fondée ?

Une allégation peut être jugée non fondée pour diverses raisons. Il se peut qu'il n'y ait pas eu suffisamment de preuves pour confirmer qu'un incident de violence ou de négligence s'est produit ou qu'une personne en particulier n'ait pas été jugée responsable de l'incident. Une conclusion non fondée n'empêche pas d'autres conséquences qui peuvent inclure des mesures disciplinaires à l'égard de l'employé, une supervision supplémentaire, une formation ou d'autres mesures correctives de la part de votre employeur.

les niveaux de catégorie

Catégorie 1 : abus physique grave, abus sexuel ou autre comportement grave de la part d'un sujet. Une justification de catégorie 1 place le sujet sur la liste d'exclusion du personnel (SEL). Elle comprend également un deuxième cas de conduite de catégorie 2 survenu dans les trois ans suivant une observation antérieure de catégorie 2. Les sujets inscrits sur la SEL restent sur la liste à jamais.

Catégorie 2 : Un sujet met en danger de manière significative la santé, la sécurité ou le bien-être d'un bénéficiaire de services en commettant un acte de violence ou de négligence. Les infractions de catégorie 2 sont scellées après cinq ans et ne sont pas accessibles au publique.

Catégorie 3 : Incidents moins graves de mauvais traitements ou de négligence. Les rapports sont scellés après cinq ans. Les futurs employeurs ne reçoivent aucune information sur ces incidents et ils ne sont pas accessibles au publique.

Catégorie 4 : Les conditions dans un programme ou un établissement exposent les personnes recevant des services à un préjudice ou à un risque de préjudice. La catégorie 4 comprend également les cas dans lesquels il a été prouvé qu'une personne recevant des services a été maltraitée ou négligée, mais qu'un auteur ne peut être identifié.

Comment pourrais-je connaître les résultats d'une enquête?

Si vous faites l'objet d'une enquête, une lettre de détermination sera envoyée à l'adresse de votre domicile. À la même date, le centre de justice notifiera le résultat de l'enquête au directeur de votre établissement ou de votre organisme prestataire, à l'organisme de surveillance de l'État qui délivre la licence ou la certification à votre établissement ou organisme, au bénéficiaire du service désigné comme victime dans l'enquête et/ou à son représentant personnel ¹. Une notification est faite si l'allégation est fondée ou non fondée.

Qui a accès aux informations relatives à l'enquête?

La loi de l'État prévoit des protections en matière de confidentialité et identifie les personnes qui peuvent obtenir les dossiers relatifs aux rapports fondés et non fondés. Les dossiers d'enquête du centre de justice sont confidentiels, mais peuvent être remis à certaines personnes autorisées, y compris la personne faisant l'objet de l'enquête.

Que se passe-t-il si je suis reconnu responsable d'une infraction de catégorie 1 ?

Le centre de justice tient un registre à l'échelle de l'État, connu sous le nom de liste d'exclusion du personnel (SEL), qui contient les noms des responsables (par exemple, employé, bénévole, stagiaire, consultant, entrepreneur) jugés responsables d'infractions de catégorie 1, qui comprennent certains actes graves ou répétés de mauvais traitements ou de négligence. Il est interdit aux personnes figurant sur la liste d'exclusion du personnel d'être embauchées par des agences ou des prestataires gérés par l'État, certifiés ou agréés, qui servent des personnes ayant des besoins spéciaux.

¹ **Section 488 (10) de la loi sur les services sociaux** "Représentant personnel" désigne une personne autorisée en vertu de la loi d'État, tribale, militaire ou autre loi applicable à agir au nom d'une personne vulnérable dans la prise de décisions en matière de soins de santé ou, pour les programmes qui servent les enfants sous la juridiction du département de l'éducation de l'État ou du bureau des services à l'enfance et à la famille, le parent, le responsable ou toute autre personne légalement responsable de cette personne

Comment saurai-je si j'ai été placé sur la liste d'exclusion du personnel (SEL)?

La lettre de détermination que vous recevrez à la fin de l'enquête vous indiquera si vous avez été reconnu responsable d'une infraction de catégorie 1 et, le cas échéant, si vous avez été placé sur la SEL.

LE DROIT DE RECOURS

Si vous faites l'objet d'un rapport fondé de mauvais traitements ou de négligence, vous avez le droit de contester les conclusions dans un délai de 30 jours. Tout rapport fondé peut être contesté, quelle que soit la détermination de la catégorie. Les informations relatives à la procédure d'appel seront incluses dans votre lettre de conclusions.

Étape 1 : Révision administrative

La première étape consiste à soumettre une demande écrite de révision administrative. Le centre de justice examine le dossier de l'appel qui comprend: le dossier d'enquête, le rapport fondé, votre demande de modification et toute preuve supplémentaire que vous soumettez.

Le centre de justice détermine s'il existe une preuve prépondérante pour confirmer la conclusion selon laquelle vous avez commis un ou plusieurs actes de violence ou de négligence, comme indiqué dans le rapport fondé. Si le rapport de mauvais traitements ou de négligence est fondé, vous avez droit à une audience devant un juge administratif (voir l'étape 2). Si le rapport de mauvais traitements ou de négligence n'est pas fondé, le rapport sera scellé.

Étape 2 : Audience administrative

Après l'examen du centre de justice, si le rapport reste fondé, vous avez le droit de demander une audience devant un juge administratif. Vous pouvez faire appel à un avocat pour la conférence préparatoire et l'audience. Lors de l'audition, le centre de justice devra produire des preuves à l'appui des conclusions de l'enquête. Les questions à aborder lors de l'audience sont les suivantes: existe-t-il une prépondérance de la preuve à l'appui d'une conclusion de mauvais traitements ou de négligence, et quelle est la catégorie de mauvais traitements ou de négligence ?

À l'issue de l'audience, le juge administratif remettra un rapport et une recommandation au directeur exécutif du centre de justice. Le directeur exécutif ou son représentant prend une décision finale (sous la forme d'une ordonnance), qui n'est pas sujet à une révision administrative supplémentaire.

Vous pouvez faire appel de cette décision en engageant une procédure en vertu de l'article 78 de la loi et des règles de pratique civile de New York qui établit la procédure de contestation des décisions administratives.

Pour plus d'informations, *veuillez consulter ce que je dois savoir sur la procédure d'appel*, disponible sur www.justicecenter.ny.gov.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Comment puis-je obtenir plus d'informations ?

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet du centre de justice à l'adresse www.justicecenter.ny.gov ou appeler le 518-549-0200 du lundi au vendredi, de 9 h 00 am à 17 h 00 pm.

Comment puis-je signaler un abus ou une négligence ?

Pour signaler un abus ou une négligence, appelez la ligne d'assistance téléphonique gratuite du Centre de justice, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, au 1-855-373-2122.

PROCESSUS DE RÉVISION DES INCIDENTS

- 1 ADMISSION** Une allégation est signalée au registre central des personnes vulnérables.
- 2 CLASSIFICATION** L'allégation est classée soit comme un incident à signaler (par exemple, un incident d'abus, de négligence ou un incident important), soit comme un incident non à signaler (par exemple, une enquête générale)
- 3 INVESTIGATION** Le centre de justice mène des enquêtes sur les allégations d'abus ou de négligence en fonction de la gravité et/ou du contexte. Les allégations moins graves peuvent être déléguées à l'agence de surveillance de l'État appropriée, qui peut ensuite déléguer à l'agence prestataire.
- 4 DETERMINATION** Une fois que l'enquête sur une allégation de mauvais traitement ou de négligence est terminée - que ce soit le centre de justice, l'agence de surveillance de l'État ou l'agence du prestataire - le centre de justice examine l'enquête et détermine si chaque allégation doit être fondée ou non. Les rapports qui ne sont pas fondés sont immédiatement scellés. Une conclusion non fondée n'exclut pas d'autres conséquences, y compris des mesures disciplinaires.